

Art 53-54

Poste/Unité/MO	Washington (bureau)
Art.53-54	
Art.53-54	
Titre	Note de contexte politique américain / septembre 2020
Date	2020-09-16
Art.53-54	
Destinataires	Art.53-54
Art.53-54	
Priorités gouvernementales	
Art.53-54	
Art.53-54	
Art 37	
Art.53-54	

1. Congrès

1.1 COVID-19

Les élus américains sont toujours dans une impasse quant à l'adoption d'une mesure de stabilisation subséquente en réponse à la COVID-19, alors que la bonification de l'assurance emploi de 600 \$ par semaine, prévue par le *CARES Act*, adopté par le Congrès en mars (Art.53-54), est expirée depuis le 1^{er} août. D'autres mesures fiscales arrivent également à échéance à la fin du mois de septembre, notamment l'engagement par des PME soutenues par le gouvernement d'éviter tout congédiement ou réduction de salaire pour 90 % de leurs employés. Rappelons qu'en mai, la Chambre des représentants a adopté le *HEROES Act* (H.R. 6800), qui prévoit encore 3,5 trillions \$ en aide pour le peuple américain; les républicains s'opposent toujours à cette somme et refusent d'étudier le projet de loi, sans présenter de contreproposition (Art.53-54). L'impasse n'est pas seulement entre les deux partis, mais également parmi les sénateurs républicains eux-mêmes. On estime que le tiers du caucus républicain au Sénat s'oppose aux mesures de stabilisation, ce qui complique la tâche du *Senate Majority Leader Mitch McConnell* (R-KY).

Trois enjeux créent l'impasse : le niveau de bonification de l'assurance emploi, l'aide aux États et les fonds prévus pour les élections. Pour l'assurance emploi, plusieurs républicains déplorent que la prestation reçue soit parfois plus généreuse que le salaire lui-même et ainsi, selon eux, encourage les chômeurs à ne pas travailler. Quant aux États, le président *Donald J. Trump* dit ne pas vouloir aider ceux qui sont « victimes de la mauvaise gestion démocrate »; les finances des États sont dans un état critique et les gouverneurs demandent 500 G\$ en aide. Le dernier point de désaccord est le financement du service postal pour notamment assurer le bon déroulement de l'élection, qui devrait connaître un nombre record de bulletins de vote transmis par la poste. Les démocrates ont adopté un projet de loi (H. R. 8015) qui prévoit 25 G\$ à cet effet; cette proposition a été rejetée par le leadership républicain et le président *Trump*. En négociation avec le secrétaire au Trésor, *Steven Mnuchin*, et le directeur de cabinet de la Maison-Blanche, *Mark Meadows*, la présidente de la Chambre des représentants, *Nancy Pelosi* (D-CA-12), et le leader minoritaire au Sénat, *Chuck Schumer* (D-NY), ont accepté de baisser leur offre de 1 trillion de dollars si l'Administration augmente la sienne, mais la Maison-Blanche reste ferme à 1,3 trillion, sans financement pour les États et le système postal.

1.2 Crédits budgétaires pour l'année fiscale 2021

Le Congrès est de retour de son congé estival et il reste peu de temps pour l'adoption de mesures budgétaires avant la fin de l'année fiscale, le 30 septembre. Au moment d'écrire ces lignes, la Chambre a déjà adopté ses 12 projets de loi d'allocation de crédits budgétaires; dix des douze projets de loi sectoriels sont regroupés dans deux projets de loi omnibus, H. R. 7608 et H. R. 7617. Le Sénat n'a, quant à lui, pas avancé dans ses travaux. Art.37

1.3 Transports de surface

Le projet de loi omnibus H. R. 7617 inclut le financement du département des Transports, dont une enveloppe de 494 G\$ pour les transports de surface, le « *Investing in a New Vision for the Environment and Surface Transportation* (NVEST) in America Act, » (H.R.7095). Cette mesure succèdera au financement actuel, le *FAST Act*, qui arrive à échéance le 30 septembre. Lors de sa rédaction en comité, les démocrates n'ont pas consulté leurs homologues républicains, et les républicains au Sénat ont peu d'appétit pour ses clauses environnementales. Le projet de loi contient plusieurs clauses « *Buy America* » qui, si adoptées telles quelles, pourraient avoir des conséquences pour les entreprises québécoises actives dans ce secteur aux États-Unis. Au Sénat, le Comité sur les travaux publics a commencé à travailler sur sa version, mais jusqu'ici, c'est seulement le volet « autoroutes » qui a été préparé, soit le « *America's Transportation Infrastructure Act of 2019* » (S.2302), et aucun vote n'a eu lieu. Art.37

1.4 Rapatriement des chaînes d'approvisionnement et de fabrication

La pandémie de la COVID-19 a exposé le niveau de dépendance des États-Unis aux importations étrangères, surtout chinoises, dans certains secteurs de fabrication, dont les équipements de protection individuelle. En réponse à cette réalité, plusieurs projets de loi ont été déposés pour encourager la production domestique de ces produits. On note celle de la D^{re} **Aldona Wos**, ambassadrice américaine désignée au Canada Art 53-54) et celle de **Carlos Trujillo**, secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental. Il y a aussi une vingtaine de confirmations légales en attente, l'approche « *leave no vacancy behind* » de Mitch McConnell laisse pressentir que les votes de confirmation seront bientôt organisés afin de les ajouter aux 203 juges déjà nommés à vie par M. Trump.

La pandémie de la COVID-19 a exposé le niveau de dépendance des États-Unis aux importations étrangères, surtout chinoises, dans certains secteurs de fabrication, dont les équipements de protection individuelle. En réponse à cette réalité, plusieurs projets de loi ont été déposés pour encourager la production domestique de ces produits. On note « l'*American PPE Supply Chain Integrity Act* » (H.R.7841), le « *Resilient Manufacturing Task Force Act* » (H.R.7853/S.4359) ou encore le « *21st Century Buy American Act* » (H.R.7955/S.4418), qui vise à limiter les dérogations possibles aux exigences « *Buy American* ». Il reste à voir si des éléments de ces projets de loi seront inclus dans la prochaine mesure de relance économique. Par ailleurs, à la demande des présidents des comités Senate Finance, **Chuck Grassley (R-IA)**, et House Ways and Means, **Richard Neal (D-MA-01)**, l'*U.S. International Trade Commission* (USITC) se penchera **encore une fois** sur les produits médicaux utilisés dans la lutte contre la COVID-19. Rappel que sa première enquête a démontré, qu'en 2019, les États-Unis ont importé 5,1 G\$ en produits médicaux canadiens, dont 25 % de production québécoise (Art 53-54).

1.5 Votes de confirmation

À son retour, le Sénat doit aussi programmer des votes pour confirmer un certain nombre de nominations avant les élections. Parmi les nominations en attente de confirmation, on note celle de la D^{re} **Aldona Wos**, ambassadrice américaine désignée au Canada Art 53-54) et celle de **Carlos Trujillo**, secrétaire d'État adjoint pour l'hémisphère occidental. Il y a aussi une vingtaine de confirmations légales en attente, l'approche « *leave no vacancy behind* » de Mitch McConnell laisse pressentir que les votes de confirmation seront bientôt organisés afin de les ajouter aux 203 juges déjà nommés à vie par M. Trump.

2. Maison-Blanche et Administration

2.1 Cabinet, démissions et nominations

Après 286 jours de gestion intérimaire, le président a formellement nommé **Chad Wolf** à la tête du département de la Sécurité intérieure. Il reste à voir si le Sénat décidera d'étudier sa nomination avant les élections. Puisqu'il a déjà été confirmé (54 à 41) à son poste de sous-secrétaire à la Stratégie et à la Planification de ce même département, la loi lui permet d'occuper le poste de secrétaire *par intérim* pendant que sa nomination est à l'étude. Notons aussi la confirmation de **Michael Nemeika**, qui succède à **C.J. Mahoney** au poste de recherche adjoint au Commerce (*Deputy USTR*) pour l'hémisphère occidental. Au département d'État, le chargé d'affaires à l'Ambassade des États-Unis à Ottawa, **Richard Mills Jr.**, a quitté Ottawa le 6 septembre pour rejoindre son ancienne patronne comme ambassadeur adjoint auprès des Nations unies. La cheffe de mission adjointe, **Katherine Brucker**, assurera l'intérim jusqu'à l'éventuelle arrivée de la D^{re} Wos. Notons aussi que la nouvelle consule générale des États-Unis à Montréal, **Ana Escrogrima**, est arrivée au Québec au début août.

En cas de réélection d'un président, il arrive qu'on procède à un remaniement de son cabinet. Si réélu, il reste à voir si M. Trump décidera de choisir de nouveaux secrétaires ou pas, surtout si les nouveaux secrétaires doivent passer sous les fourches caudines d'un Sénat à majorité démocrate. Enfin, soulignons le départ d'une conseillère politique du président, **Kellyanne Conway**, au rôle très visible lors du scrutin de 2016.

2.2 Actions exécutives en lien avec la COVID-19

Même si les chiffres sont en baisse, surtout depuis les sommets de juillet, les États-Unis demeurent l'épicentre mondial de la COVID-19. Plus de 6,5 millions d'Américains ont testé positif à la COVID-19, et plus de 198 000 ont perdu la vie, et d'aucuns croient que ces chiffres sous-estiment la réalité. Toutefois, contrairement au début de la pandémie, lorsque les cas étaient concentrés dans les métropoles, le coronavirus s'est maintenant dispersé partout au pays. Après avoir touché le sud et l'ouest particulièrement fort (la Floride a connu plusieurs jours avec plus de 10 000 nouveaux cas), les plus grandes écloisons sont maintenant au centre du pays, surtout au Dakota du Sud, en Iowa, au Dakota du Nord, au Kansas et en Oklahoma.

La réponse de la Maison-Blanche à la crise sanitaire est source de controverse depuis le tout début de la pandémie. Art.37

, les CDC **ne recommandent plus** le dépistage des individus asymptomatiques étant entrés en contact avec une personne ayant reçu un diagnostic positif à la COVID-19. La quarantaine de 14 jours, suggérée aux individus arrivés de l'étranger, **a aussi été supprimée** de leurs lignes directrices. L'Administration qualifie toujours sa réponse à la pandémie de réussite et un fait accompli. Néanmoins, les investissements dans la recherche d'un vaccin et les raccourcis accordés par la *Food and Drug Administration* aux essais cliniques (*Operation Warp-Speed*) font progresser ces efforts, et le président continue d'affirmer qu'un vaccin serait imminent. Il a averti les gouverneurs d'être prêts pour commencer la vaccination dès le 1^{er} novembre, un échéancier peu crédible selon les médecins, mais à deux jours de l'élection.

Quant à la prolongation des mesures d'aide économique, le président Trump, Art.37 , a décidé de signer une série de décrets sur l'assurance emploi, les prêts étudiants, les expulsions des logements et certains abattements fiscaux. Toutefois, ces mesures sont temporaires et facultatives, et leur potentielle teneur électoraliste n'est pas passée inaperçue.

3. Affaires étrangères

La COVID-19 continue de rendre impossible la tenue en personne des sommets internationaux, dont celui du G7 duquel les États-Unis assument la présidence, et la 75e Assemblée générale des Nations unies ce qui n'empêche pas plusieurs mouvements de politiques étrangères.

Soulignons d'abord l'Accord d'Abraham, qui prévoit l'établissement de relations diplomatiques formelles entre l'Israël et les Émirats arabes unis (EAU), le premier pays du golfe à reconnaître l'État hébreu (Art.53-54). En retour, Jérusalem accepte de suspendre ces actuels plans d'annexion en Cisjordanie. L'annonce soulève de vives réactions à Ramallah et à Gaza qui estiment que les EAU ont abandonné la cause des Palestiniens; la consternation est aussi exprimée à Téhéran, qui déplore la montée d'influence américaine et israélienne dans la région. L'administration Trump a également annoncé la conclusion d'une entente semblable entre l'Israël et le Bahreïn.

Dans les Balkans, on note aussi la signature d'un accord économique entre le Kosovo et la Serbie, facilité par Washington. L'accord ne prévoit pas la reconnaissance réciproque entre ces deux États, mais il représente quand même une avancée dans le développement politique de l'ex-Yougoslavie, à une impasse depuis plusieurs années. Les relations sino-américaines demeurent tendues. Au narratif de propagation internationale du coronavirus s'ajoute la fermeture du consulat chinois à Houston.

L'administration continue son offensive contre plusieurs institutions multilatérales, à commencer par le retrait formel des États-Unis de l'Organisation mondiale de la Santé, à prendre effet le 6 juillet 2021. À l'OMC, qui par ailleurs est sans directeur général depuis le 1er septembre, Washington continue son obstruction et refuse de reconnaître la validité de plusieurs récentes décisions de son organe de règlement de différends, entre autres, son arrêt en faveur du Canada dans le dossier du bois d'œuvre et sa récente décision qui trouve illégaux les tarifs imposés à 350 G\$ en importations chinoises. Le 2 septembre, le secrétaire d'État, **Mike Pompeo**, a annoncé l'imposition de sanctions contre plusieurs employés de la Cour pénale internationale, de laquelle les États-Unis ne sont pas membre, en raison de son enquête sur de possibles crimes commis par des forces militaires américaines en Afghanistan. Notons enfin que le retrait officiel des États-Unis de l'Accord de Paris prendra effet le 4 novembre, le lendemain de l'élection présidentielle.

4. Élections 2020

À moins de 50 jours des élections générales, le pays est mode électoral; le candidat démocrate **Joe Biden (DE)** maintient son avance tant dans les sondages nationaux qu'étatiques. Par ailleurs, aucun des deux candidats n'a vu un véritable bond dans les sondages après les conventions au mois d'août Art.53-54). Les principaux messages avancés par la campagne Biden-Harris demeurent un référendum sur le président ainsi que sa gestion de la pandémie et des tensions raciales. M. Trump continue de se présenter comme le candidat de « la loi et de l'ordre » et du retour à une prospérité économique pré pandémie. Dernièrement, le président sortant fut mis sur la défensive, en réponse à un article où l'on apprend qu'il aurait dénigré le service d'anciens combattants et des soldats tombés au combat. La publication de plusieurs enregistrements avec le journaliste Bob Woodward, dans lesquels on apprend que le président a intentionnellement minimisé la menace de la COVID-19 sont également du nombre des derniers développements qui conditionneront le premier débat présidentiel, le mardi 29 septembre à Cleveland.

Commentaires / Intérêt pour le Québec

Suites prévues

Personnes consultées	Art.53-54
-----------------------------	-----------

Rédigé par	Art.53-54
-------------------	-----------

Approuvé par	Art.53-54
---------------------	-----------
